CAP

Enseignement Moral & Civique

Notions :

- ❑ Armée, gendarmerie, police,
- ❑ Association,
- ❑ citoyenneté politique,
- ❑ civisme,
- ❑ Constitution,
- ❑ Défense, sécurité nationale
- ❑ Démocratie,
- ❑ droit de vote,
- ❑ droits fondamentaux,
- ❑ droits et devoirs du citoyen,
- ❑ engagement,
- ❑ État de droit,

1 Devenir citoyen, de l'École à la société

1. Être citoyen
2. Protection des libertés : défense et sécurité

2 Liberté & Démocratie

1. **LA** Liberté, **NOS** libertés, **MA** liberté
2. La Laïcité

Notions :

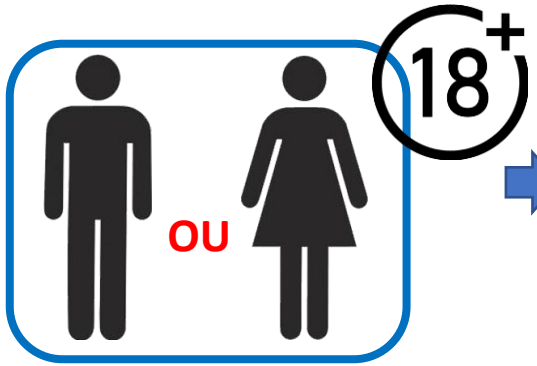
- ❑ intérêt général,
- ❑ Justice,
- ❑ loi, lois
- ❑ libertés individuelles et collectives.
- ❑ Laïcité,
- ❑ Liberté, liberté de conscience,
- ❑ parti politique,
- ❑ Séparation des Églises et de l'État,
- ❑ SNU (service national universel),
- ❑ souveraineté nationale
- ❑ Syndicat.

Compétences :

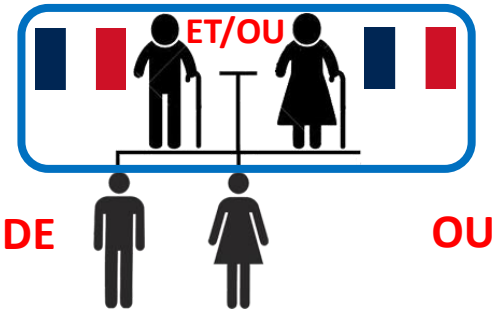
- ○ Identifier, exprimer et maîtriser ses **émotions** ;
- ○ Mettre à distance ses opinions personnelles pour **construire son jugement** ;
- ○ Effectuer une recherche documentaire en faisant preuve d'**esprit critique** ;
- ○ S'impliquer dans un travail et **coopérer** ;
- ○ Construire et exprimer une **argumentation cohérente** et étayée en s'appuyant sur les repères et les notions du programme ;
- ○ **Savoir écouter**, apprendre à débattre ;
- ○ **Respecter** autrui et la pluralité (diversité) des points de vue (« opinions »).

RETOUR SOMMAIRE RETOUR

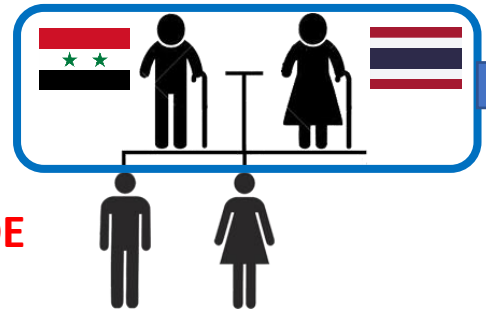
CITOYEN



NÉ(E) DE



OU DE



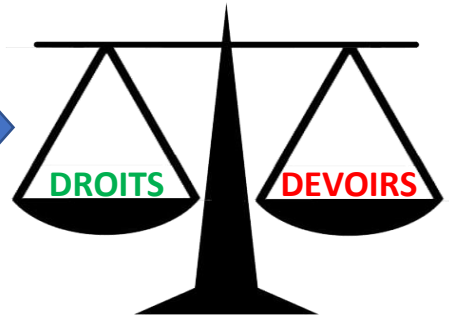
NATURALISÉS

NATIONALITÉ FRANÇAISE

=

UN CITOYEN FRANÇAIS EST UN HOMME OU UNE FEMME DE 18 ANS OU PLUS SI AU MOINS L'UN DE SES PARENTS EST FRANÇAIS OU SI AU MOINS L'UN DE SES PARENTS ÉTRANGERS EST NATURALISÉ FRANÇAIS.

CITOYEN



UN CITOYEN FRANÇAIS DOIT DÉVELOPPER UNE CONSCIENCE POLITIQUE.

QUELQUES DROITS ou LIBERTÉS

DROIT DE VOTE

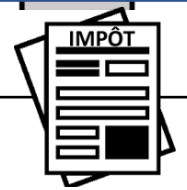
QUELQUES DEVOIRS ou OBLIGATIONS

DEVOIR DE VOTER

CITOYENNETÉ POLITIQUE

DROIT DE GRÈVE, DE MANIFESTER

En rapport avec le droit d'exprimer ses opinions,…

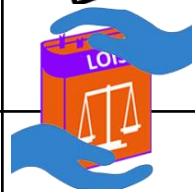


DEVOIR FISCAL

De payer impôts, taxes, cotisations sociales,…

LIBERTÉ DE CONSCIENCE

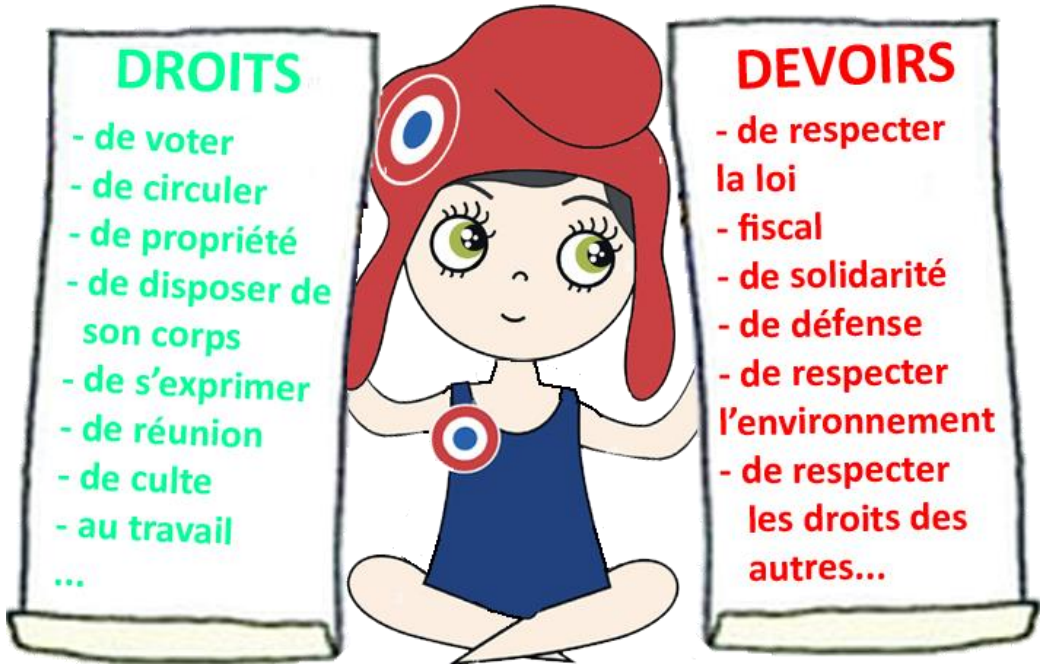
Liberté de penser, de croire ou ne pas croire en une religion, liberté d'expression,…



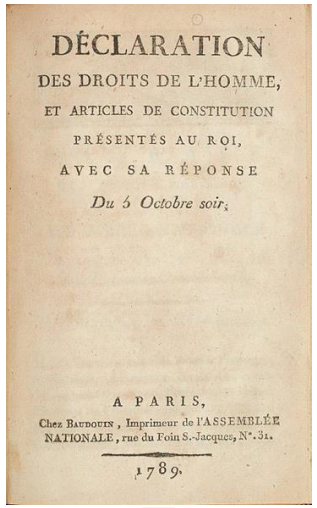
DEVOIR DE RESPECT DES LOIS

CIVISME

Respect des règles écrites et non écrites



QUELQUES GRANDS TEXTES DE RÉFÉRENCE (« DE BASE »)


DÉCLARATION
DES DROITS DE L'HOMME,
ET ARTICLES DE CONSTITUTION
PRÉSENTÉS AU ROI,
AVEC SA RÉPONSE
Du 5 Octobre soir.
A PARIS,
Chez Baudouin, Imprimeur de l'ASSEMBLÉE NATIONALE, rue du Foin S.-Jacques, N°. 31.
1789.

1789

Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen

Préambule de la Constitution de la IVe République
27 octobre 1946

Au lendemain de la victoire remportée par les peuples libres sur les régimes qui ont tenté d'asservir et de dégrader la personne humaine, le peuple français proclame à nouveau que tout être humain, sans distinction de race, de religion ni de croyance, possède des droits inaliénables et sacrés. Il réaffirme solennellement les droits et les libertés de l'homme et du citoyen consacrés par la Déclaration des droits de 1789 et les principes fondamentaux reconnus par les lois de la République.

Il proclame, en outre, comme particulièrement nécessaires à notre temps, les principes politiques, économiques et sociaux ci-après :

La loi garantit à la femme, dans tous les domaines, des droits égaux à ceux de l'homme.

Tout homme persécuté en raison de son action en faveur de la liberté a droit d'asile sur les territoires de la République.

Chacun a le devoir de travailler et le droit d'obtenir un emploi. Nul ne peut être lésé, dans son travail ou son emploi, en raison de ses origines, de ses opinions ou de ses croyances.

Tout homme peut défendre ses droits et ses intérêts par l'action syndicale et adhérer au syndicat de son choix.

Le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent.

Tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la détermination collective des conditions de travail ainsi qu'à la gestion des entreprises.

Tout bien, toute entreprise, dont l'exploitation a ou acquiert des caractères d'un service public national ou d'un monopole de fait, doit devenir la propriété de la collectivité.

La Nation assure à l'individu et à la famille les conditions nécessaires à leur développement.

Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère et aux vieux travailleurs, la protection de la santé, la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être humain qui, en raison de son âge, de son état physique ou mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence.

La Nation proclame la solidarité et l'égalité de tous les Français devant les charges qui résultent des calamités nationales.

La Nation garantit l'égal accès de l'enfant et de l'adulte à l'instruction, à la formation professionnelle et à la culture. L'organisation de l'enseignement public gratuit et laïque à tous les degrés est un devoir de l'État.

La République française, fidèle à ses traditions, se conforme aux règles du droit public international. Elle n'entreprendra aucune guerre dans des vues de conquête et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple.

Sous réserve de réciprocité, la France consent aux limitations de souveraineté nécessaires à l'organisation et à la défense de la paix.

La France forme avec les peuples d'outre-mer une Union fondée sur l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race ni de religion.

L'Union française est composée de nations et de peuples qui mettent en commun ou coordonnent leurs ressources et leurs efforts pour développer leurs civilisations respectives, accroître leur bien-être et assurer leur sécurité.

Fidèle à sa mission traditionnelle, la France entend conduire les peuples dont elle a pris la charge à la liberté de s'administrer eux-mêmes et de gérer démocratiquement leurs propres affaires ; écartant tout système de colonisation fondé sur l'arbitraire, elle garantit à tous l'égal accès aux fonctions publiques et l'exercice individuel ou collectif des droits et libertés proclamés ou confirmés ci-dessus.

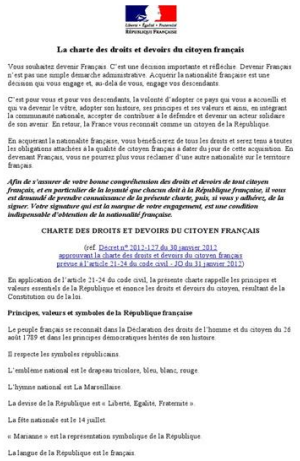
1946

Préambule de la Constitution (IVe République)

Charte de l'environnement

2004

Charte de l'environnement


La charte des droits et devoirs du citoyen français

Vous souhaitez devenir Français. C'est une décision importante et réfléchie. Devenir Français n'est pas une simple démarche administrative. Acquérir la nationalité française est une décision qui vous engage et, au-delà de vous, engage vos descendants.

C'est pour vous et pour vos descendants, la volonté d'adopter ce pays qui vous a accueilli et qui va devenir le vôtre, adopter son histoire, ses principes et ses valeurs et ainsi, en intégrant la communauté nationale, accepter de contribuer à la défendre et devenir un acteur solidaire de son avenir. En retour, la France vous reconnaît comme un citoyen de la République.

En acquérant la nationalité française, vous bénéficierez de tous les droits et serez tenu à toutes les obligations attachées à la qualité de citoyen français à dater du jour de cette acquisition. En devenant Français, vous ne pourrez plus vous réclamer d'une autre nationalité sur le territoire français.

Afin de s'assurer de votre bonne compréhension des droits et devoirs de tout citoyen français, et en particulier de la loyauté que chacun doit à la République française, il vous est demandé de prendre connaissance de la présente charte, puis, si vous y adhérez, de la signer. Votre signature qui est le marque de votre engagement, est une condition indispensable d'obtention de la nationalité française.

CHARTE DES DROITS ET DEVOIRS DU CITOYEN FRANÇAIS

Créé Décret n° 2012-127 du 30 janvier 2012
approuvant la charte des droits et devoirs du citoyen français
prévue à l'article 21-24 du code civil - JO du 31 janvier 2012)

En application de l'article 21-24 du code civil, la présente charte rappelle les principes et valeurs essentiels de la République et énonce les droits et devoirs du citoyen, résultant de la Constitution ou de la loi.

Principes, valeurs et symboles de la République française

Le peuple français se reconnaît dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen du 26 août 1789 et dans les principes démocratiques hérités de son histoire.

Il respecte les symboles républicains.

L'emblème national est le drapeau tricolore, bleu, blanc, rouge.

L'hymne national est La Marseillaise.

La devise de la République est « Liberté, Égalité, Fraternité ».

La fête nationale est le 14 juillet.

« Marianne » est la représentation symbolique de la République.

La langue de la République est le français.

2012

Charte des droits et devoirs du citoyen français

DEUX GRANDES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE AU XXe s.

À l'initiative de Pierre WALDECK-ROUSSEAU

1901

Article 1er : « L'association est la convention par laquelle deux […] personnes (au moins) mettent en commun, […] leurs connaissances ou activité dans un **but autre que de partager des bénéfices**. »

La liberté de s'associer va permettre, notamment, le développement des loisirs dans des associations, clubs,…

BON A SAVOIR

La loi ne s'applique pas…

… en ALSACE-MOSELLE où les associations sont régies par le code civil local.

À l'initiative d'Aristide BRIAND

1905

Article 1er : « La République assure la **liberté de conscience**. Elle garantit le libre exercice des cultes. »
Article 2 : « La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. »

L'État devient laïc, neutre. Il n'y a pas de religion d'État !

BON A SAVOIR

À partir de 1939, *« Décrets de MANDEL »*

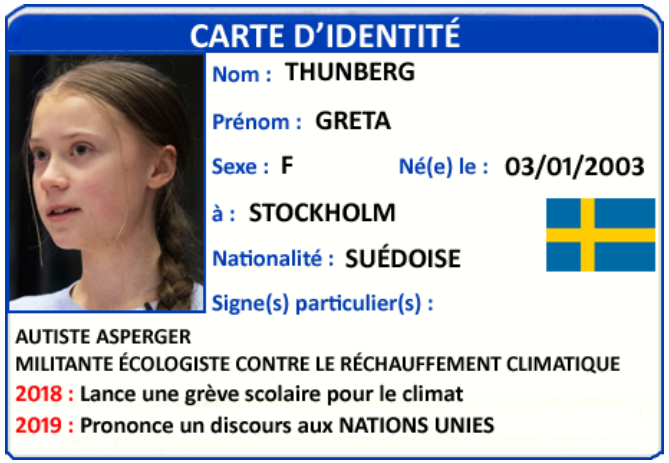
La loi ne s'applique pas sur certains territoires français :

- **En métropole, en ALSACE-MOSELLE ;**
- **Sur certains territoires ultramarins : GUYANE, POLYNÉSIE FRANÇAISE, WALLIS-ET-FUTUNA, SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON, NOUVELLE-CALÉDONIE, MAYOTTE.**

L'ENGAGEMENT CITOYEN

Personnel

Prendre parti sur les problèmes politiques ou sociaux par son action et ses discours. *Dictionnaire LAROUSSE*.



S'ENGAGER, c'est prendre des responsabilités, à différents niveaux : délégué(e) de classe, acteur(trice) associatif, élu(e) politique ou syndical,…

Associatif

Fait de s'engager auprès d'une association :

- humanitaire (ou caritative) pour porter soin et secours aux personnes,
- culturelle,
- sportive, etc.

En tant que **BÉNÉVOLE** [à titre gratuit]

France Bénévolat

BON A SAVOIR

Il existe des **associations nationales, loi 1901** et des associations internationales, appelées **ONG (Organisations Non Gouvernementales)**.

2 ANNEXE Quelques grandes ASSOCIATIONS CARRITATIVES

Politique, Syndical

Fait de prendre la défense de valeurs, d'idées ou de personnes en tant que **MILITANT** (personne payant une carte) ou **SYMPATHISANT** (personne n'ayant pas de carte).

- dans un **PARTI POLITIQUE** ;
- dans un **SYNDICAT**.

3 ANNEXE Principaux PARTIS et SYNDICATS en FRANCE

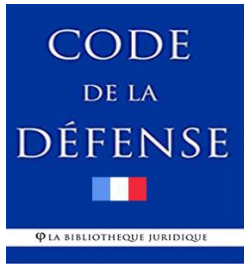
RETOUR SOMMAIRE RETOUR

PROTÉGER & SERVIR…

Article 08 : « Le Président de la République nomme le Premier ministre. »
« Sur la proposition du Premier ministre, il nomme les autres membres du Gouvernement. »

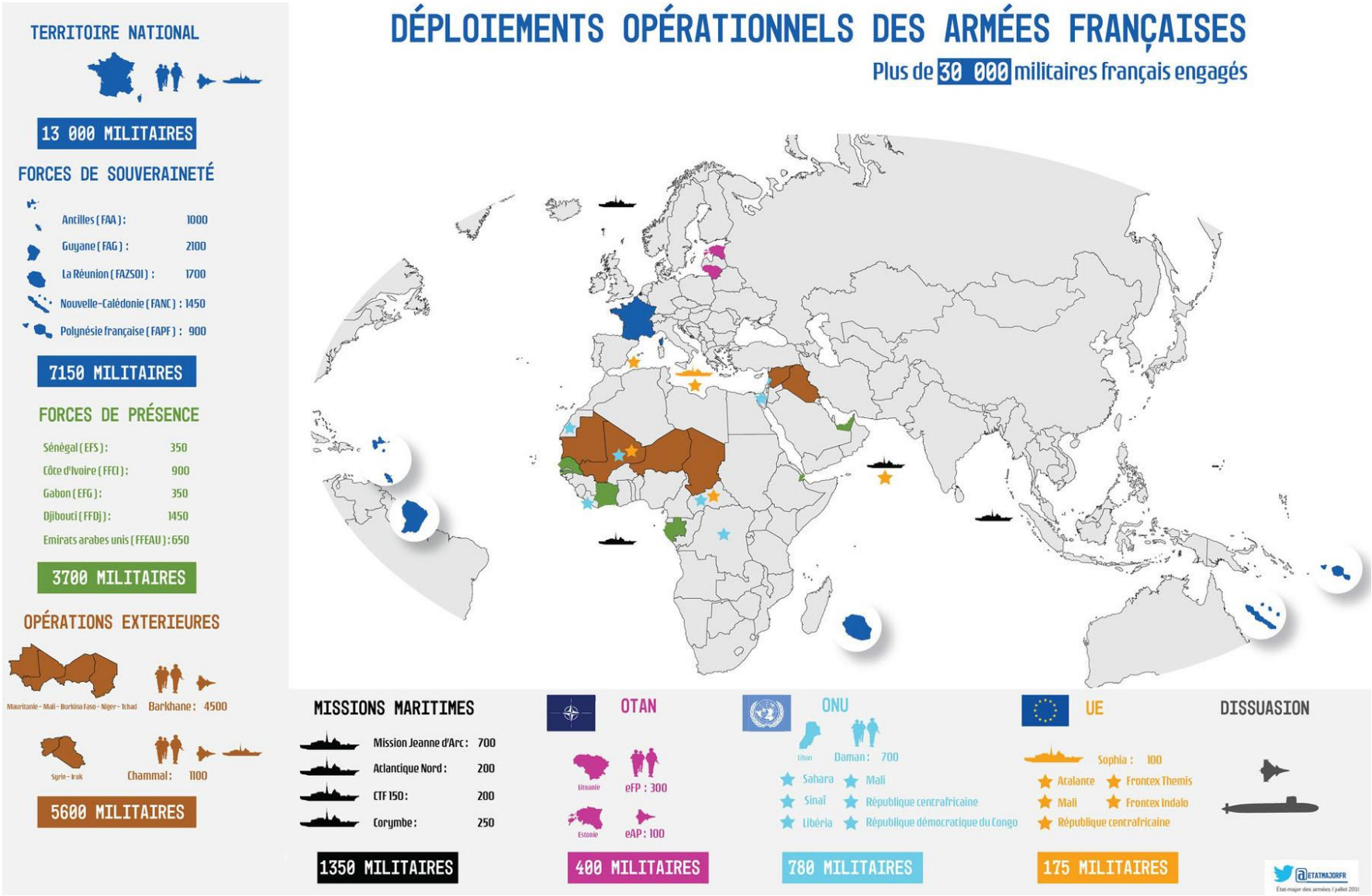
Article 15 : « Le Président de la République est le chef des armées. »

Article 21 : « Le Premier ministre dirige l'action du Gouvernement. Il est responsable de la défense nationale. »
« Il peut déléguer certains de ses pouvoirs aux ministres. »



Article L1111-1 : La stratégie de défense nationale doit […] identifier l'ensemble des **menaces** et […] **risques** susceptibles d'affecter (de gêner) la vie de la Nation, notamment […] la protection de la **population**, l'intégrité du **territoire** ou la permanence des **institutions** de la République, et de déterminer les **réponses** que les pouvoirs publics doivent y apporter.
L'ensemble des politiques publiques concourt à la sécurité (ou défense) nationale.

La sécurité consiste à PRÉVENIR (deviner) les menaces et à SECOURIR quand elles sont là !



MENACES EXTÉRIEURES…

L'armée française est la **Première puissance militaire d'Europe**. **(hors RUSSIE)**.

Elle est composée de **4 branches ou forces** :

ARMÉE DE TERRE — MARINE NATIONALE — ARMÉE DE L'AIR & DE L'ESPACE — Gendarmerie nationale

Les forces armées assurent :

- la **protection de la population** ;
- la **protection du territoire** ;
- la **protection des intérêts français**

contre les agressions armées et autres menaces mettant en danger la **sécurité nationale**.

C'est pourquoi, à la demande du Président de la République, l'Armée intervient un peu partout **sur le territoire français** et **dans le monde**.

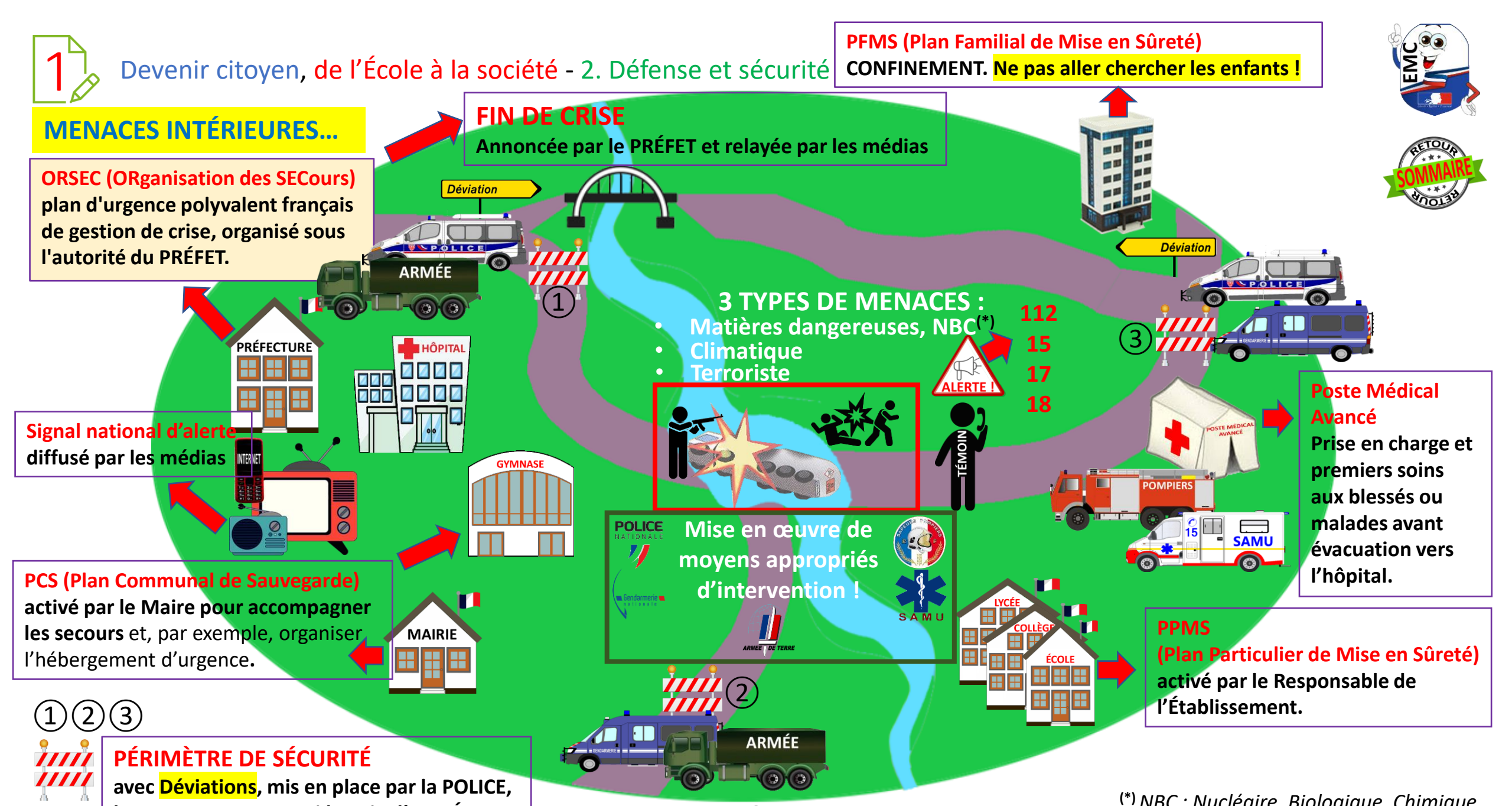
Par ailleurs, et **depuis 1954**, la France a choisi d'avoir une force de **dissuasion nucléaire**.

MENACES INTÉRIEURES…

PFMS (Plan Familial de Mise en Sûreté)
CONFINEMENT. Ne pas aller chercher les enfants !

FIN DE CRISE
Annoncée par le PRÉFET et relayée par les médias

ORSEC (ORganisation des SECours)
plan d'urgence polyvalent français de gestion de crise, organisé sous l'autorité du PRÉFET.



Signal national d'alerte
diffusé par les médias

PCS (Plan Communal de Sauvegarde)
activé par le Maire pour accompagner les secours et, par exemple, organiser l'hébergement d'urgence.

Poste Médical Avancé
Prise en charge et premiers soins aux blessés ou malades avant évacuation vers l'hôpital.

PPMS
(Plan Particulier de Mise en Sûreté)
activé par le Responsable de l'Établissement.

① ② ③

PÉRIMÈTRE DE SÉCURITÉ
avec Déviations, mis en place par la POLICE, la GENDARMERIE et, si besoin, l'ARMÉE.

(*) *NBC : Nucléaire, Biologique, Chimique.*

& SERVIR…

CARTE D'IDENTITÉ

JOURNÉE DÉFENSE ET CITOYENNETÉ

EN PLACE…	COÛT	DURÉE	encadrement
depuis 1997	120 millions par an	1 journée / 8h30 au total	animateurs militaires ou civils
POUR QUI ?	**Nationalité**	**QUAND ?**	**certificat**
JH ou JF recensés		entre 16 et 25 ans	certificat de participation

RECENSEMENT

en MAIRIE… à 16 ans… **OBLIGATOIRE** ➡ ATTESTATION

CONVOCATION

entre 16 ans et 18 ans… … 45 jours avant.

PROGRAMME indicatif de FORMATION

Module 1 : un monde instable, une défense nécessaire ;
Module 2 : une réponse adaptée : notre appareil de défense ;
Module 3 : vous avez un rôle à jouer, l'engagement citoyen
↳ Présentation de la **RÉSERVE MILITAIRE** et du **SERVICE CIVIQUE**
Module de sécurité routière

BON A SAVOIR

Le certificat de participation à la JDC est demandé pour toute inscription à un concours public.

CARTE D'IDENTITÉ

JEUNESSE ENGAGÉE SNU

EN PLACE…	COÛT	DURÉE	encadrement
depuis 2019	1 MILLIARD par an	de 1 semaine à 1 mois	armée ou gendarmerie
POUR QUI ?	**Nationalité**	**QUAND ?**	**certificat**
JH ou JF apte		entre 15 et 17 ans	certificat de participation

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL ➡ FACULTATIF…

➡ **…Mais peut-être BIENTÔT OBLIGATOIRE**

SÉJOUR DE COHÉSION ➡ 2 SEMAINES
pour créer des liens, affirmer sa place dans la société
D'après https://www.snu.gouv.fr/

MISSION D'INTÉRÊT GÉNÉRAL ➡ 84 h au moins
dans une association, dans l'armée, la police, etc.
D'après https://www.snu.gouv.fr/

BON A SAVOIR

Ne pas confondre SNU et Service Civique, *1 mission de 6 à 12 mois (entre 16 et 25 ans), en France ou à l'étranger, avec indemnité (580 € en 2021).*

INFO & ESPRIT CRITIQUE…

Tweeter & Wikipédia, 01er mars 2016.

Le canular a commencé à circuler sur Twitter ce 1er mars. Les internautes du réseau social ont pu voir passer la copie d'une page Wikipédia de l'acteur sur laquelle on pouvait lire qu'il avait été tué lors d'une fusillade à Los Angeles. Une fausse information qui a été partagée à de nombreuses reprises à partir du hashtag #RipOmarSy.

La rumeur a pris une telle ampleur qu'Omar Sy, actuellement en séjour à la montagne, a été obligé de réagir. Et c'est avec un simple tweet plein d'humour posté sur son compte que le comédien a faits avoir qu'il était bien en vie : « Le jour où la connerie est tombée du ciel, rares sont ceux qui avaient un parapluie ».

La Dépêche.fr, 01er mars 2016.

Aujourd'hui, la multiplication des sites internet et des réseaux sociaux augmente la masse des INFORMATIONS.

Parmi elles, des fausses nouvelles appelées FAKE NEWS ou INFOX.

Il faut donc adopter Le CIVISME NUMÉRIQUE qui suppose 4 grandes idées :

- **Respecter l'information : ne pas diffuser ou relayer de FAUSSES NOUVELLES ;**
- **Respecter les personnes : respecter et faire respecter la VIE PRIVÉE ;**
- **Regard critique sur l'information : prendre le temps de RÉFLÉCHIR ;**
- **Intime conviction après infos et débats : différentes SOURCES d'information.**

BON A SAVOIR

hoaxbuster.com
La plateforme collaborative contre la désinformation

VENONS-EN AUX FAITS
DÉCODEX

HUGO DÉCRYPTE

3 sites parmi d'autres pour détecter les infox (fake news) ou mieux comprendre l'information.

BON A SAVOIR

QQ Médias fiables : MEDIAPART, Le Canard enchaîné, France Info, France 2, Le Monde

1 DEVENIR CITOYEN, DE L'ÉCOLE À LA SOCIÉTÉ

1 DROITS / DEVOIRS

- DROITS → **fondamentaux,** *dont* *[varient selon les pays]* :
  - droit à la dignité,
  - à la liberté de pensée et de conscience,
  - à la liberté d'expression,
  - à un environnement sain,
  - de propriété, …
- DROITS → **droit de vote** → **citoyenneté politique**
- DEVOIRS → Devoir de voter,
- DEVOIRS → Devoir de respecter les lois, → **CIVISME**
- DEVOIRS → Devoir de payer l'impôt, …

libertés individuelles et collectives

2 S'ENGAGER

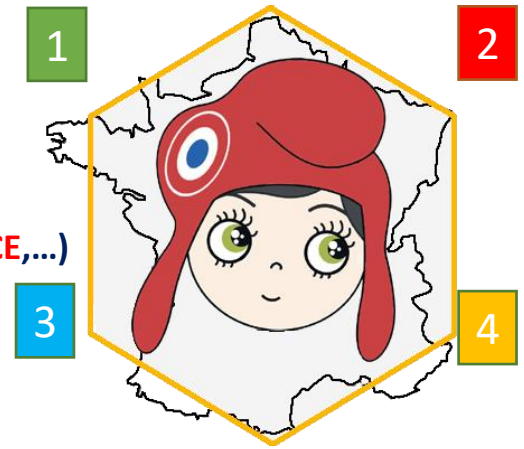
- **PERSONNELLEMENT**
  - *délégué de classe, conseiller municipal,* **SNU**…
- **dans une ASSOCIATION** (2 ANNEXE)
  - *caritative, sportive, défense de l'environnement…*
- **dans un SYNDICAT ou PARTI POLITIQUE** (3 ANNEXE)

3 PROTÉGER & SERVIR

- **Prévenir les MENACES (ARMÉE, GENDARMERIE, POLICE,…)**
  - **EXTÉRIEURES**
    Pour préserver la **SOUVERAINETÉ NATIONALE**
  - **INTÉRIEURES**
    Pour protéger la **population**
- **… et ainsi assurer la DÉFENSE, la SÉCURITÉ NATIONALE …**
- **… ou travailler à l'INTÉRÊT GÉNÉRAL** *(en tant que bénévole, militant,…)*

4 ESPRIT CRITIQUE

- **… se méfier de certaines SOURCES d'information ;**
- **… ne pas diffuser ou relayer des FAUSSES NOUVELLES (Infox ou Fake news).**



Notions :

- [x] Armée, gendarmerie, police,
- [x] Association,
- [x] citoyenneté politique,
- [x] civisme,
- [ ] Constitution,
- [x] Défense, sécurité nationale
- [ ] Démocratie,
- [x] droit de vote,
- [x] droits fondamentaux,
- [x] droits et devoirs du citoyen,
- [x] engagement,
- [ ] État de droit,
- [x] intérêt général,
- [ ] Justice,
- [x] loi, lois,
- [x] libertés individuelles et collectives,
- [ ] Laïcité,
- [x] Liberté, liberté de conscience,
- [x] parti politique,
- [ ] Séparation des Églises et de l'État,
- [x] SNU (service national universel),
- [x] souveraineté nationale
- [x] Syndicat.

LA LIBERTÉ…

La Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen (DDHC) de 1789 – *Articles 1 à 6*

Article 1er
Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. […]

Article 2
Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme : […] la liberté, la propriété, la sûreté et la résistance à l'oppression.

Article 3
Le principe de toute souveraineté réside essentiellement dans la Nation. Nul corps, nul individu ne peut exercer d'autorité qui n'en émane expressément.

Article 4
La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui […].

Article 5
La loi n'a le droit de défendre que les actions nuisibles à la société. […]

Article 6
La loi est l'expression de la volonté générale. […]. Elle doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse. Tous les citoyens étant égaux à ses yeux sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité, et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents.

La Liberté (**avec une majuscule**), est le **principe fondateur** des sociétés humaines **démocratiques**.

« DÉMOCRATIE » ➡ *mot d'origine grecque*

« dêmos », le peuple *« kratein », commander* ➡ *Régime politique où les citoyens disposent du pouvoir et participent aux prises de décision.*

En FRANCE, la liberté est définie à l'**article 4** de la DDHC de 1789.

La **L**iberté est souvent représentée sous les traits d'une femme, sous la forme d'une **ALLÉGORIE**.

œuvre dont chaque élément évoque une partie d'une idée.

TABLEAU
PARIS, Le Louvre.
Eugène **DELACROIX**, *La Liberté guidant le peuple*, 1830.

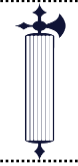
La Liberté, c'est aussi La **MARIANNE**, l'un des 8 symboles de la République française.

MONUMENT
NEW-YORK, USA.
Auguste **BARTHOLDI**, *La Liberté éclairant le monde*, 1886.

La Statue de la Liberté est un monument qui se visite. Le socle est constitué de 10 étages.

LA LIBERTÉ…

Les 8 symboles de la République

①		La **MARIANNE**
②		Le **DRAPEAU BLEU, BLANC, ROUGE**
③		Le **COQ**, emblème sportif de la Nation française
④		Le **FAISCEAU DE LICTEUR**, symbole d'unité
⑤		L'**HYMNE NATIONAL**, La Marseillaise, composé par ROUGET DE LISLE
⑥		La **FÊTE NATIONALE**, prise de la Bastille, en 1789
⑦		La **DEVISE RÉPUBLICAINE**
⑧		Le **SCEAU**, « signature » de la République

NOS libertés…

Libertés individuelles et collectives

En FRANCE, droits et liberté sont garantis par la **CONSTITUTION.**

LA CONSTITUTION, ce sont des textes fondamentaux (de base) qui déterminent le gouvernement du pays.

LIBERTÉS INDIVIDUELLES

1. **Droit au respect de la vie privée**
2. **Liberté de conscience**
3. **Liberté de religion**
4. **Liberté d'association**
5. **Liberté de circulation**
6. **Liberté de manifestation**

LIBERTÉS COLLECTIVES

- Droit pour tous de **se déplacer** librement dans un pays, de quitter celui-ci et d'y revenir.
- Lié à la Liberté de réunion, c'est le droit d'exprimer son **mécontentement**, dans la rue.
- Liberté de **se regrouper** entre individus pour suivre un objectif commun.
- Liberté de choix de ses **valeurs** (ce qui est vrai, beau et bien du point de vue personnel).
- Liberté **croire ou** de **ne pas croire** en une religion, d'en changer.
- Droit à l'**intimité** et autres droits associés : secret médical, droit à l'image, …

*Quelques libertés individuelles et collectives [**liste non exhaustive**, incomplète].*

MA liberté…

Reconnaître les

En FRANCE, nous avons vu que le principe d'égalité est inscrit dans la loi et la **DEVISE RÉPUBLICAINE « Liberté, Égalité, Fraternité »**

Contrevenir (ne pas respecter) à ce principe, c'est défavoriser une personne ou un groupe de personnes donc **DISCRIMINER.**

La **DISCRIMINATION** peut être liée à…

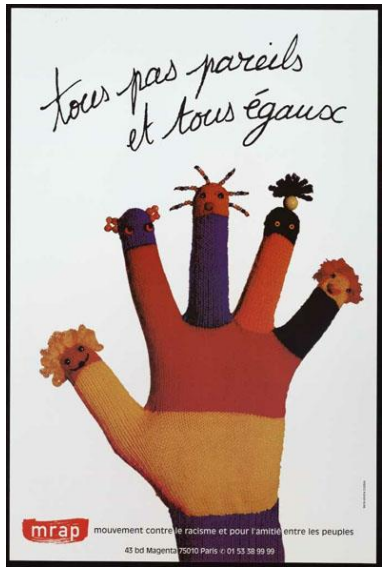
… 1 la **GÉOGRAPHIE** ; … 2 son **NOM DE FAMILLE** ;

… 3 à sa **PERSONNE** ; … 4 au fait d'être **DIVORCÉ, VEUF,…** ;

… 5 à sa **PAUVRETÉ** ; … 6 à son **ÉTAT PHYSIQUE ou MENTAL** ;

… 7 au fait d'être **JEUNE ou VIEUX** ; … 8 à sa **CONSCIENCE**.

La **DISCRIMINATION** est punie par la loi.



Retrouver les formes de discrimination à l'aide des définitions proposées.

RACISME	*Idéologie proposant une hiérarchie (classement) des races.*
ANTISÉMITISME	*Racisme dirigé contre les Juifs.*
HOMOPHOBIE	*Mépris, le rejet, haine envers l'homosexualité ou ses représentations.*
TRANSPHOBIE	*Hostilité envers les personnes transsexuelles ou transgenres.*
SEXISME	*Discrimination fondée sur le sexe, surtout féminin.*

AFFICHE de l'association THEMIS, association du Grand-Est pour les droits des enfants et jeunes, nov. 2018.

RETOUR SOMMAIRE RETOUR

MA liberté…

Et la liberté numérique ?

Les GAFAM

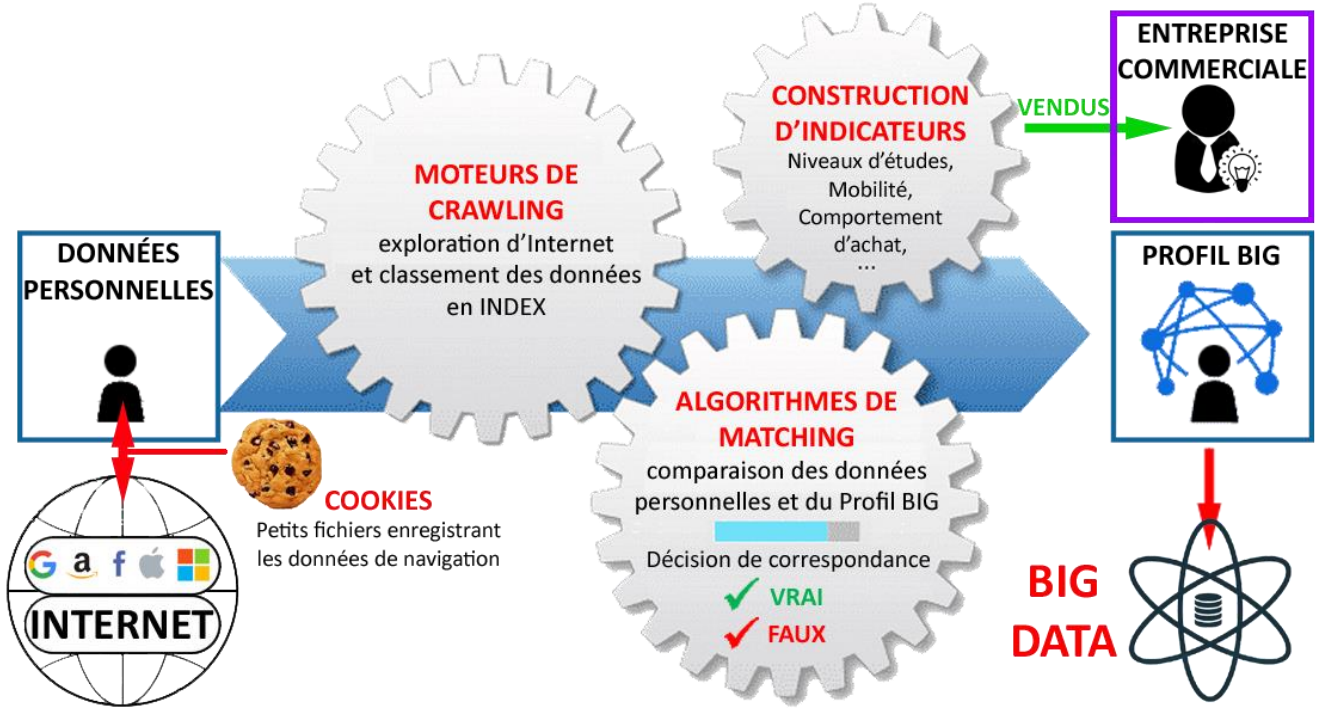
G comme **GOOGLE**
A comme **AMAZON**
F comme **FACEBOOK**
A comme **APPLE**
M comme **MICROSOFT**

AUJOURD'HUI, beaucoup d'applications et de services sont **GRATUITS** sur INTERNET.
EN RÉALITÉ, vous les payez !
Avec vos **DONNÉES PERSONNELLES** !

Les entreprises sur INTERNET comme les GAFAM font commerce des données personnelles qui intéressent les **entreprises commerciales** mais aussi les **États**.

Commission nationale de l'informatique et des libertés
CNIL.
COMMISSION NATIONALE INFORMATIQUE & LIBERTÉS
Protéger les données personnelles, accompagner l'innovation, préserver les libertés individuelles

BIG DATA – Circuit possible des données personnelles sur INTERNET



Le volume des données personnelles et des autres informations est appelé BIG DATA
Pour classer ces informations, on utilise des robots informatiques appelés ALGORITHMES ou IA (INTELLIGENCES ARTIFICIELLES).
Ces IA sont des MACHINES LEARNING : elles peuvent apprendre seules.
EN FRANCE, il existe une autorité administrative indépendante appelée la **CNIL**.
Son rôle principal est de protéger les citoyens mais son pouvoir est limité car elle est **NATIONALE** alors qu'Internet est **MONDIAL**.

UN USAGER (utilisateur) d'INTERNET doit donc prendre des précautions comme, par exemple :

- **BROUILLER LES PISTES** : ne pas toujours donner les mêmes informations
- **DIFFUSER DES CONTENUS LIMITÉS** : sur sa vie privée
- **FAIRE UN USAGE MODÉRÉ DES RÉSEAUX SOCIAUX** : pour contrôler son image numérique et ne pas mettre en danger son entourage.
  Par exemple, des photos inappropriées peuvent vous causer du tort mais aussi à vos proches.

Le PRINCIPE DE LAÏCITÉ est inscrit dans l'article 1er de la **CONSTITUTION**.

- **Il s'appuie** sur la **LOI DE 1905** , « séparation des Églises et de l'État. »
- **Il rejoint le PRINCIPE d' ÉGALITÉ « de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race et de religion en respectant toutes les croyances. »**

BREF, la LAÏCITÉ, c'est la **NEUTRALITÉ**.

Sur le GRAPH, **3 symboles** de **3 religions monothéistes** (croyant en 1 seul dieu) :

CROISSANT MUSULMAN — **ÉTOILE JUIVE** — **CROIX CHRÉTIENNE**

Forment le mot « CoeXisT »

« VIVONS ENSEMBLE ! »

Biographie

COMBO

(1987-?)

Street artist, ou « Artiste de rue », COMBO peint beaucoup de ses œuvres urbaines en rapport avec l'idée de tolérance .

2012 : directeur artistique d'une agence de pub;

2012 : il s'introduit dans la zone interdite de TCHERNOBYL (RUSSIE) pour coller des « affiches pronucléaire », et commémorer, à sa manière, le premier anniversaire de la catastrophe de FUKUSHIMA (JAPON) ;

2015 : À PARIS, après les attentats du BATACLAN et de CHARLIE HEBDO, il reproduit le logo « COEXIST » créé par l'artiste polonais Piotr MLODOZENIEC en 2005, et, à cette occasion, se fait agresser par 4 délinquants .

D'après Wikipedia.org.

Au TRAVAIL, par rapport à la laïcité, il y a deux cas de figure :

Dans la FONCTION PUBLIQUE, (à l'école, l'hôpital, dans les mairies, etc.) :

les agents doivent obligatoirement respecter le principe de laïcité

Dans les ENTREPRISES PRIVÉES, on respecte la liberté de manifester sa religion…

… dans les limites du bon fonctionnement de l'entreprise.

Par exemple, dans son métier, un boucher peut être tenu de préparer toutes sortes de viandes.

2 Liberté & Démocratie

La FRANCE, est une DÉMOCRATIE : Le pouvoir appartient au Peuple.

« La LIBERTÉ des UNS s'arrête là où commence celle DES AUTRES. »

La FRANCE, est un ÉTAT DE DROIT : DROITS et LIBERTÉS sont garantis par la CONSTITUTION

La JUSTICE doit faire respecter les Libertés !

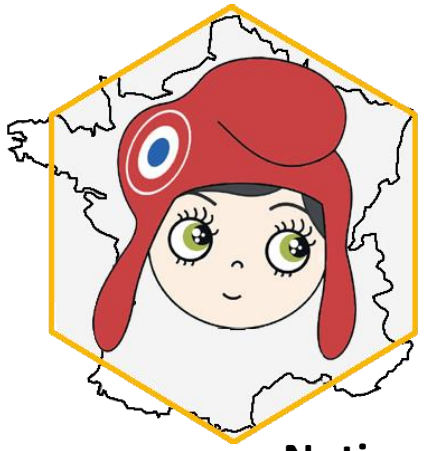
En FRANCE, la LAÏCITÉ, c'est la SÉPARATION DES ÉGLISES ET DE L'ÉTAT, la NEUTRALITÉ.

NE PAS RECONNAÎTRE LES DIFFÉRENCES, les LIBERTÉS, c'est DISCRIMINER ! C'est puni par la LOI !

LIBERTÉS INDIVIDUELLES : *Droit au respect de la vie privée, Liberté de conscience Liberté de religion, etc.*

LIBERTÉS COLLECTIVES : *Liberté d'association, de circulation, de manifestation, etc.*

ARBRE DE LA LIBERTÉ : *symbole de la liberté, depuis la Révolution française, il figure depuis 1999 sur les pièces françaises d'1 euro et de 2 euros.*

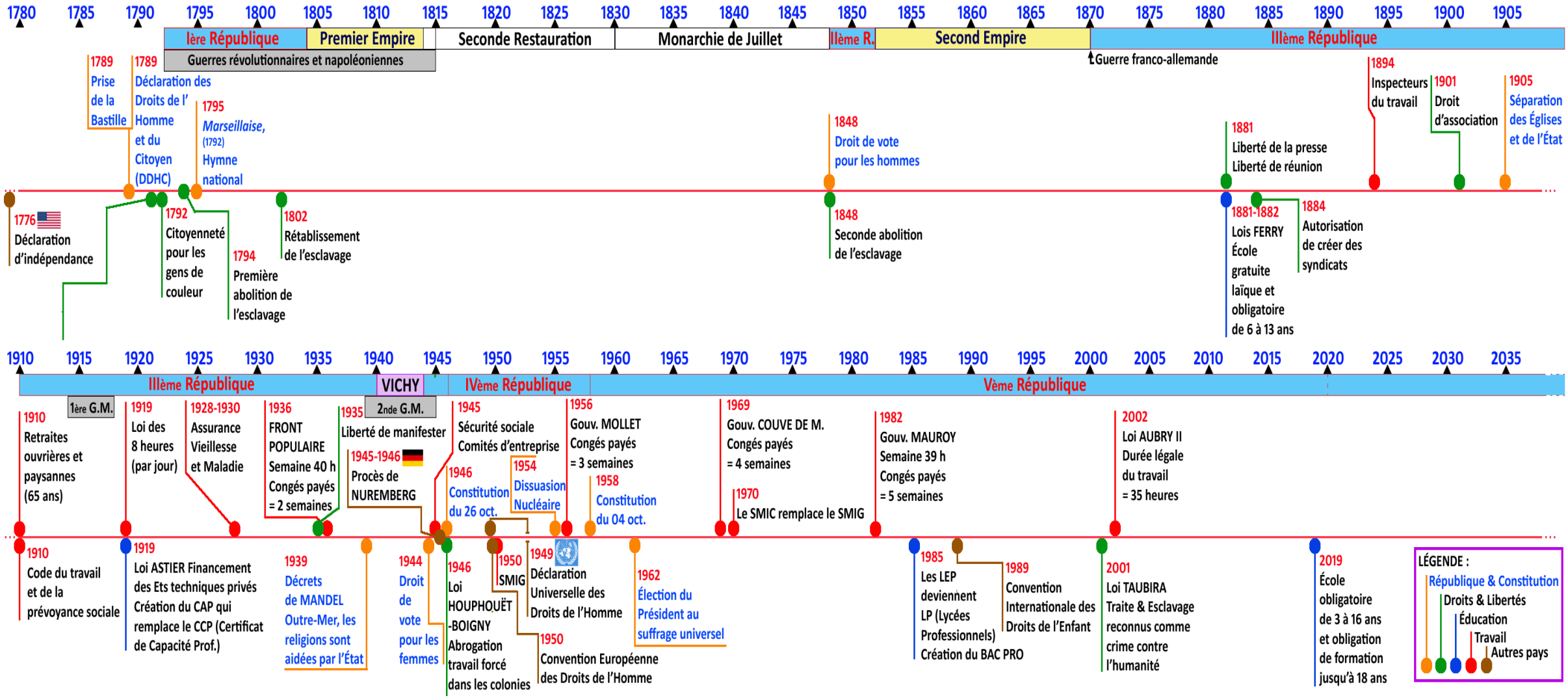


RETOUR SOMMAIRE RETOUR

Notions :

- [x] Armée, gendarmerie, police,
- [x] Association,
- [x] citoyenneté politique,
- [x] civisme,
- [x] Constitution,
- [x] Défense, sécurité nationale
- [x] Démocratie,
- [x] droit de vote,
- [x] droits fondamentaux,
- [x] droits et devoirs du citoyen,
- [x] engagement,
- [x] État de droit,
- [x] intérêt général,
- [x] Justice,
- [x] loi, lois,
- [x] libertés individuelles et collectives,
- [x] Laïcité,
- [x] Liberté, liberté de conscience,
- [x] parti politique,
- [x] Séparation des Églises et de l'État,
- [x] SNU (service national universel),
- [x] souveraineté nationale
- [x] Syndicat.

FRISE CHRONOLOGIQUE de 1780 à nos jours

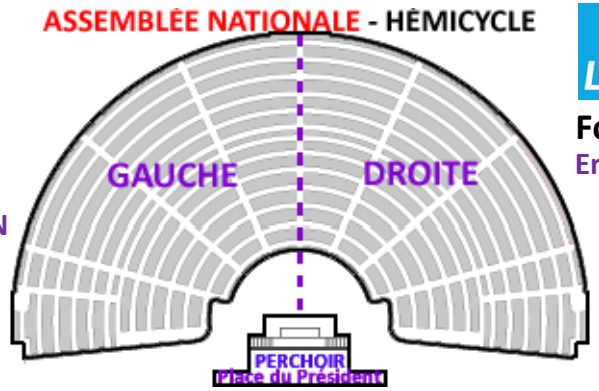


Quelques grandes ASSOCIATIONS CARITATIVES

ASSOCIATIONS	FONDATION	DOMAINE - RAISON D'ÊTRE	ASSOCIATIONS SIMILAIRES
Les Restaurants du Cœur – Les Relais du Cœur *Loi 1901*	 **1985** **COLUCHE** *Humoriste français*	**Aide alimentaire** d'urgence notamment dans la distribution de **repas**, mais aussi **aide à l'insertion sociale**.	Action contre la faim – Secours populaire français – Banques Alimentaires
Médecins sans frontières *ONG*	**1971** **13 co-fondateurs** (11 médecins et 2 journalistes)	**Assistance aux populations** en cas de menaces : conflits armés, épidémies, pandémies, catastrophes naturelles, exclusion des soins.	Croix-Rouge française – Médecins du monde
Greenpeace *ONG*	 **J. BOHLEN & I. STOWE** *Écologistes américains*	**Protection** de l'**environnement**, de la **biodiversité**, **développement durable**, **sortie du nucléaire** et **lutte contre le réchauffement climatique**.	colibris – faire sa part – WWF
Amnesty International *ONG*	 **1961** **Peter BENENSON** *Avocat anglais*	**Respect des droits de l'homme** : libération des prisonniers d'opinion, le droit à la liberté d'expression, abolition de la peine de mort et de la torture, etc.	RSF Reporters sans frontières – France Terre d'Asile – www.france-terre-asile.org
Perce Neige *Fondation reconnue d'utilité publique*	 **1966** **Lino VENTURA** *Acteur français*	Aide aux personnes touchées par un **handicap mental, psychique ou physique** ainsi qu'à leurs familles.	APF France handicap – AFM Téléthon – Innover pour guérir

RETOUR DIAPOSITIVE — RETOUR SOMMAIRE

Les 12 Principaux PARTIS POLITIQUES



La France insoumise
Fondation : 2016
Jean-Luc MÉLENCHON

LA RÉPUBLIQUE EN MARCHE
Fondation : 2016
Emmanuel MACRON

HORIZONS
Fondation : 2021
Édouard PHILIPPE

EUROPE ÉCOLOGIE LES VERTS
Fondation : 2010

MOUVEMENT DEMOCRATE
Fondation : 2007
François BAYROU

PARTI SOCIALISTE
Fondation : 1969

les Républicains
Fondation : 2015
Nicolas SARKOZY

PCF — PARTI COMMUNISTE
Fondation : 1943

DEBOUT LA FRANCE !
Fondation : 2014
Nicolas DUPONT-AIGNAN

LCR — LIGUE COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Ligue Communiste Révolutionnaire
Fondation : 1974
devient
NPA — NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE (2009)

FRONT NATIONAL
Fondation : 1972
Jean-Marie LE PEN
devient
RASSEMBLEMENT NATIONAL (2018)

lutte ouvrière
Fondation : 1968

Principaux SYNDICATS

MEDEF → Syndicat des grands patrons français
Mouvement Des Entreprises DE France

cpme → Syndicat de patrons français
Confédération des Petites et Moyennes Entreprises

SYNDICATS DE SALARIÉS

CFE CGC → Syndicat de cadres
Confédération Française de l'Encadrement - Confédération Générale des Cadres

la cgt → *Confédération Générale du Travail*

FO → *Force Ouvrière*

Cfdt: (S'ENGAGER POUR CHACUN AGIR POUR TOUS) → *Confédération Française Démocratique du Travail*

Union syndicale Solidaires → ou **SUD** *[« Solidaires, Unitaires, Démocratiques »]*

Syndicat CFTC La Vie à Défendre → *Confédération Française des Travailleurs Chrétiens*